

La "gratuité" de la vie instaurée en France. Enfin...

Posté le : 1 octobre 2013 19:23 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Attitudes, hyperfiscalité, Economie et politique

Au début de années soixante, dans les meilleurs milieux de la gauche engagée (mais largement alternative au PC et au PS), trois utopies étaient à la mode qui allaient tenir le haut du pavé pendant les "événements de mai 68".

On peut les classer en trois catégories :

- Les faits sont "fascistes".
- Il faut assurer la gratuité de la vie.
- Le travail, c'est fini

Les trois thèmes avaient une même source : la richesse est là ; elle est le produit de la productivité. Il n'est nul besoin de l'augmenter. Le rêve grec du bel esprit libéré par l'esclavage des servitudes quotidiennes se transposait par substitution des robots aux esclaves.

Si nous sommes riches, nul besoin d'accepter la tyrannie des "faits". Les choses de l'esprit doivent primer. Vive l'Utopie. Le "pseudo" réalisme doit laisser le pas à la tentative de réaliser les grands espoirs de l'humanité. Parmi ces rêves, la fin de la pauvreté. Il faut assurer la "gratuité de la vie", c'est-à-dire permettre à tous de vivre "dignement" sans travailler.

Pourquoi sans travailler ? Justement, parce que la fin du travail est arrivée. Il est inutile de chercher le stakhanovisme stalinien. Les robots sont là !

Il ne faut pas nier la cohérence de l'ensemble. Les beaux esprits dont on parle affirmaient qu'à 1.000 Francs, nouveaux, comme on disait à l'époque, par mois, on pouvait être heureux. Il suffisait de diviser le PIB de l'époque par le nombre de ménages et on retombait à peu près sur ses pieds.

Ces idées n'ont pas vraiment vieilli dans les milieux de la gauche prospective et égalitariste.

Les écolos de gauche ont repris le thème de l'anti-croissance, en ajoutant seulement qu'il s'agissait de "sauver la planète".

La nième gauche style Rocard, préface depuis longtemps des ouvrages du type de ceux de Rifkin sur la fin du travail.

Depuis des années, les champions du social exigent que l'on assure la gratuité de la vie en comblant le dernier "trou" de la couverture sociale : les 18-25 ans.

C'est presque fait. Une nouvelle allocation vient d'être annoncée qui boucle la boucle. Du berceau à la tombe, il est désormais possible de vivre aux crochets de la société sans travailler.

Cette gratuité s'appuie déjà sur une multitude de dispositifs :

- gratuité de la santé et de l'éducation

- exonérations massives d'impôts et de taxes
- gratuité partielle des transports et du chauffage.
- gratuité du logement
- gratuité de la "culture"
- subventions diverses.

Mais ces gratuités ne sont tolérables que si le "liquide" tombe sans travailler. L'allocation est essentielle pour instaurer une "vraie gratuité de la vie". Les allocations familiales, de rentrée etc., permettent déjà la gratuité de l'enfance jusqu'à 18 ans. Les minimas sociaux prennent ensuite le relais. Mais impossible de toucher le RSA avant 25 ans. C'est désormais possible sous une forme hypocrite et "contrôlée".

La porte est ouverte.

On peut le dire, **la vie est désormais gratuite en France**. On peut y décider de ne jamais travailler et, pourvu qu'on se contente d'une vie plutôt médiocre, aller jusqu'au terme de sa vie sans jamais "manquer".

Alors que nous sommes en pleine stagnation économique, que le chômage atteint des millions de ménages, que des millions de personnes ne vivent qu'au crochet de l'Etat et donc de l'argent saisi dans la poche des autres, F. Hollande a voulu clore ce chapitre en ouvrant un nouveau trou dans la ligne de flottaison de la nation.

La gratuité générale si on la ramène au bénéficiaire moyen, représentera à peu près 1.500 Euros de consommation par personne. Non pas que chacun des assistés reçoive cette somme en liquide. On l'a vu il s'agit principalement de gratuités et de subventions "en nature" (logement, scolarité, santé etc.).

Travailler devient un exercice d'un coût exorbitant. Réussir vous conduit à des tranches d'imposition supérieures à 100% du revenu.

Il faut réduire puis supprimer toutes les prestations aux "puissants" qui "savent profiter de la mondialisation". On a donc rogné sur le quotient familial avant de le mettre plus tard sous condition de ressources. La gratuité de la sécurité sociale ne sera plus acquise pour les riches "qui peuvent bien payer pour leur santé". La scolarité deviendra payante pour les "riches" et le coût sera proportionnel au revenu dès qu'on dépasse certains plafonds de ressources. Ce travail d'élimination des prestations sociales aux riches est en cours.

Une des butées sur laquelle se briseront ces bonnes intentions est qu'il est impossible d'empêcher les citoyens du monde qui sont en Europe ou qui viendraient s'installer en France d'en bénéficier. On le voit avec la question des Roms, qui comme l'ensemble des gens du voyage, ne considèrent pas que travailler soit une option. Il faut les loger ; scolariser les enfants ; garantir leur santé etc. Déjà actuellement.

Comme le disait une adolescente algérienne interrogée il y a dix ans par la télévision lors d'un voyage de Chirac en Algérie :

- Question : que pensez vous de la France
- Réponse : formidable : c'est un pays où tout est gratuit et où on vous donne de l'argent pour ne pas travailler. Des visas ! Des visas ! "

Rien n'est fait pour réellement inciter à travailler. On supprime la peur du lendemain, à des gens qui

ont bien compris qu'ils ne devaient rien et qu'on leur devait tout.

Près de 7 millions de personnes en âge de travailler ne le font pas, dans la France de 2013. On va tout droit vers les 10-12 millions autour de 2025, avec un appel d'air mondial aux populations très pauvres mais mobiles.

Espérer vivre avec l'équivalent de 1.500 euros par mois sans travailler, lorsqu'en travaillant on ne gagne pas 150 Euros dans son pays, est une incitation phénoménale.

Associée à des théories anti-croissance et au mépris ontologique des réalités, la nouvelle mesure aura les mêmes effets que le RMI, les 35 heures, la super-protection des salariés, la CMU, l'AME, etc.

L'emploi va devenir rare ; la fiscalité sera abusive et spoliatrice pour ceux qui contribuent. La sortie du système perclus de dettes sera abominable.

Rappelons que lors de la crise du début du siècle, les autorités de sécurités sociales avaient décidé d'ouvrir un grand trou dans la coque sans aucun débat nulle part : le transport à l'hôpital devenait gratuit ! Dix ans plus tard, plus personne ne sait comment payer cette folie.

On recommence.

En France la vie est désormais gratuite pour ceux qui ne veulent pas travailler et qui viendrait à se trouver sur le territoire "national".

Pour corser l'affaire, on a supprimé le travail du week-end qui servait à de nombreux jeunes à se faire l'argent nécessaire pour suivre leurs cours de fac.

Au début des années soixante, les doctrinaires évoqués au début de ce billet avaient sous les yeux un formidable désastre de la gratuité. Fidel Castro, dont ils étaient tous amoureux, avait décrété la gratuité du pain. Bientôt on donnait du pain au cochon. On taxa les producteurs pour maintenir cette gratuité : les prix d'achat aux producteurs de pain devinrent ridicules. Le pain manqua. On exigea ; réquisitionna. On fusilla pour l'exemple quelques "affameurs". Puis on laissa tomber la gratuité.

La gratuité c'est toujours l'abus, la coercition, la répression, les tracasseries administratives sans nom et au bout du compte un désastre social et économique. On le voit aujourd'hui : toutes les populations qui se sont laissé convaincre d'entrer dans ces systèmes sont totalement démunies si on arrête les frais. Les drames sociaux deviennent alors insupportables pour des millions de gens. Alors on ne fait rien car tout retour en arrière devient dramatique.

Le bon sens est ne jamais mettre le pied dans ces pièges. Et hop ! Voilà qu'on en ouvre un sous les pieds de centaines de milliers de jeunes qui n'auront plus aucune incitation à entrer dans la vie active. Qu'ils se rassurent : on a en même temps décidé que les périodes de non travail compteront pour la retraite ! Il ne reste qu'à considérer que le non travail ouvre un droit complet à la retraite et qu'il est une des pénibilités permettant de partir à la retraite plus tôt. Nous vivons alors dans le meilleur des mondes.

Les Français auront donc vu cette semaine les entreprises, dont la rentabilité est quasiment la plus basse du monde, obligées de payer une nouvelle imposition sur une partie de sa valeur ajoutée et à ne plus travailler le dimanche, pendant qu'on assurait la gratuité de la fainéantise et de la non solidarité familiale.

Un bel exploit. Encore bravo !

